

## Insécurité alimentaire aiguë dans certaines régions du Burundi

Arrib News, 15/09/2012 – Source Xinhua Une analyse de la sécurité alimentaire menée avec les outils du Cadre International de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) de la FAO signale une insécurité alimentaire aiguë dans certaines régions du Burundi, affirmant qu'elle risque de basculer d'autres régions dans la même situation. Les zones de moyens d'existence des plateaux humides constitués par les régions naturelles de Kirimiro (centre) et de Buyenzi (Nord) et la zone de dépression de Moso (est) tout comme les villages ruraux intégrés et les camps des rapatriés connaissent une crise alimentaire qui correspond à la phase III (insécurité aiguë, NDIR) au cours de ce deuxième trimestre de 2012. Le ministre burundais de l'Agriculture et de l'Élevage, Odette Kayitesi, au cours de la présentation de la situation de la sécurité alimentaire qui prévaut dans le pays.

Elle a indiqué que la zone des plateaux humides est dans une situation de crise à cause des problèmes structurels: démographie élevée, infertilité des sols, faible pouvoir d'achat et alternance des inondations et des vents violents quelques fois mortelles. Les zones de dépression de l'est restent en phase III à cause du déficit hydrique prolongé qui a fait perdre une grande production agricole, a ajouté la ministre Kayitesi. Le taux de malnutrition chronique demeure quant à lui supérieur à 60% dans ces zones et les personnes admises dans des centres nutritionnels restent importants. Pour redresser l'accès à l'alimentation, la ministre Kayitesi a interpellé les partenaires techniques et financiers du Burundi à accompagner le programme soutenu de développement en cours qui repose sur la maîtrise de l'eau, la restauration de la fertilisation des sols, le désengorgement du secteur agricole et la limitation des naissances. En outre, elle a rappelé que pour la première fois, le gouvernement a alloué en 2012 au secteur agricole un budget d'investissement annuel équivalent à 11,8% par rapport au budget global d'investissement (contre 2% en 2010 et 7,6% en 2011).